

Inégalités sociales d'accès à une alimentation, de qualité et durable¹

Estelle Fourat, sociologue (PhD)

Observées à une échelle macrosociale, les consommations alimentaires varient selon les ressources dont disposent les individus. Ces variables socioéconomiques, le revenu, le niveau d'éducation, la catégorie socioprofessionnelles, le sexe (Andrieu et al 2007), impactent différemment les consommations². Ainsi, la dépense alimentaire représente un budget plus conséquent pour les ménages du premier décile de revenus que pour les autres : 22% du budget contre 18% en moyenne. Cette relation est identique selon le niveau l'éducation car les ménages dans lesquels le niveau d'études est inférieur au Certificat d'Etude Primaire consacrent 24% de leur budget à l'alimentation. Les modes d'approvisionnement (achats, consommations hors domicile, autoconsommation) sont également affectés par les revenus. En effet, la part des consommations hors foyers double avec le revenu : 16% du budget des deux premiers déciles sont consacrés aux repas à l'extérieur, contre plus de 30% pour le dernier décile. En valeur, ces dépenses évoluent de un à cinq. La forte incidence de la catégorie socio-professionnelle sur la structure d'approvisionnement montre que les modes de vie organisent les habitudes alimentaires : pour les retraités qui mangent peu hors domicile la part des achats plafonne (83%) ; elle baisse pour les cadres et professions libérales (65%) et pour les agriculteurs (68%) qui ont une part d'autoconsommation élevée. L'autoconsommation est davantage pratiquée par les ménages les plus pauvres (8% du budget alimentaire du premier décile) que par les ménages les plus riches (2% pour les deux derniers déciles). Enfin, le niveau d'éducation impacte surtout les achats pour une consommation alimentaire à domicile. Les gens moins diplômés consacrent en proportion de leur budget plus d'argent à la viande (25% contre 20% pour les plus diplômés), tandis que les plus diplômés dépenses davantage en boissons alcoolisées (10%). La part des fruits dans le budget alimentaire est plus forte

Les critères socioéconomiques ne sont pas les seuls à désigner la précarité. Maryse Bresson, auteure de *La sociologie de la précarité*, identifie quatre interprétations de la précarité. La première correspond à une catégorie générale signifiant les « situations à problème », qu'elle choisit d'employer et qui rejoint celle d'exclusion ou de pauvreté pour rendre compte des individus en difficultés sociales. Dans un deuxième sens, la précarité, la pauvreté et l'exclusion sont des situations distinctes et hiérarchisées et mesurant des degrés de difficultés : la précarité s'applique à des populations plutôt mal pourvues en termes de revenus, d'accès à l'emploi à l'éducation tandis que la pauvreté est un degré de dénuement supplémentaire et l'exclusion renvoie à une pauvreté extrême. Dans un troisième sens, la précarité désigne un risque de voir la situation sociale se dégrader, le terme désigne alors une trajectoire de vie marquée par un mouvement de paupérisation (individus en voie de devenir plus pauvre relativement à leur milieu d'origine ou à leur niveau de vie antérieur). L'idée de précarité tend aussi à ajouter à la dimension socio-économique la dimension d'un statut social dévalorisé. Enfin la précarité désigne l'incertitude, l'instabilité d'une situation dans une société sans cesse en mouvement.

¹ Nous emploierons ce terme bien que la littérature ait montré que si théoriquement énoncées par les sciences et les politiques, elles sont en pratique très incompatibles pour le consommateur (Darmon et al 2017 ; Jones et al 2016) ce qui complique ses choix, et elle n'appartient pas au sens commun, ou alors à celui des individus très éduqués.

² Analyses à partir de données françaises issues des budgets des ménages (INSEE), des achats alimentaires et des prises alimentaires individuelles (INCA).

aux extrêmes de la distribution des diplômes (11% pour les moins diplômés et 9% pour les plus diplômés). Les enquêtes portant sur les quantités consommées des groupes alimentaires soulignent que celles des ménages pauvres se distinguent du reste de la population par des quantités inférieures de fruits et légumes, notamment frais, et de poisson, mais supérieures pour les céréales et autres féculents (Caillavet, 2005).

Les sciences nutritionnelles évaluent l'impact de ces contraintes budgétaires sur les choix alimentaires et les risques de maladie. Elles accroissent le risque de déficiences, d'obésité, de maladies cardiovasculaires et de cancer (Caillavet et Darmon 2005). Dans cette étude, les foyers concernés sont ceux dont le revenu est inférieur à 60% du revenu médian, percevant 732 €/mois/unité de consommation (UC) en 2000 (enquête Budgets de Famille, Insee). Ils totalisent 15% de la population et consacrent 4 €/j/UC à leur alimentation contre 6,3/j/UC en moyenne (Caillavet 2005). Or, le coût minimum nécessaire pour respecter l'ensemble des apports nutritionnels conseillés pour la population française a été estimé à 3,2 € par jour et par adulte (ibid, p.2). L'auteure souligne que respecter cet apport nutritionnel est possible à la condition d'avoir des compétences nutritionnelles pour modifier les habitudes alimentaires, en augmentant la consommation de légumes secs, de céréales complètes, de poisson en conserve, d'abats, de jus de fruits et de fruits secs et oléagineux, ce qui est loin de représenter des choix gustatifs unanimes, en tout cas non conformes au modèle alimentaire d'une majorité, ce qui représente un risque d'exclusion sociale.

Un autre corpus d'enquêtes sociologiques et qualitatives analyse les conséquences de ces situations de précarité sur les pratiques alimentaires, en explorant la dimension expérientielle. Une vie marquée par les luttes quotidiennes, le manque de confort ou de sécurité, l'incertitude des revenus, impactent les rythmes qui se répercutent sur l'irrégularité des prises des repas, et la multiplication des sources d'approvisionnement, y compris l'aide alimentaire. Cette précarité, consécutive à la perte d'un emploi, à la perte du conjoint, exclue les individus à participer aux moments de convivialité par le partage d'un repas. Cependant, le lien pauvreté-alimentation n'est pas univoque. Faire l'expérience de la précarité engendre des modifications du rapport à l'alimentation et des pratiques alimentaires. Les individus développent des compétences spécifiques en achat, en gestion budgétaire, en stockage, et dans les manières de cuisiner et de combiner les restes. Par ailleurs, des nouvelles formes de sociabilité émergent par la nécessité de coopérer, comme le recours au covoiturage pour faire ses courses. Ainsi, l'alimentation semble aussi permettre de conserver une prise avec le quotidien et le repas lorsque partagé en famille demeure un moment de plaisir et de partage (Lhuissier 2006 ; Masullo et Dupuy 2012 ; Page-Reeves 2014).

Une enquête belge menée auprès de mutualisés (Solidaris 2013) met en évidence qu'il existe des inégalités sociales dans la réception des messages sur la santé et l'environnement, l'offre alimentaire, et sur leur volonté et capacité d'agir des individus sur leur alimentation. Les personnes qui ne veulent rien modifier de leur alimentation ont tendance à minimiser le risque et doutent des messages ; ils constituent 43% de l'échantillon, et ce sont les jeunes vivant seuls et les 30-40 ans de milieu social moyen. Quant aux individus moteurs du changement, ils constituent 33% de l'échantillon ont un niveau d'éducation supérieur et vivent sans difficulté financière. Enfin, la catégorie intermédiaire rassemble les individus qui veulent changer mais qui se sentent bloqués dans leur désir (24%), soit par leurs revenus ou par une offre alimentaire introuvable dans leurs prix ; ils ont des niveaux d'études et revenus faibles. Selon cette même étude, les messages sur l'alimentation sont source d'angoisse (pour 65%), contradictoires (33%) et culpabilisants (31%).

Le choix de consommer « durablement » renvoie à des dimensions identitaires fortes : le besoin de se reconnecter avec l'environnement, la recherche de bien-être et d'un soi authentique, ou de contrôle sur sa vie (Sophie Dubuisson-Quellier 2009; Özcaglar-Toulouse 2009). Il existerait des valeurs « altruistes » tournées vers la protection de l'environnement, la solidarité, la souffrance animale, et des représentations « utilitaires » tournées vers la qualité de vie au présent vers la gestion des emballages, qualité aliments (Mathé 2009). Des facteurs sociaux sont impliqués dans l'adoption de consommations conformes aux critères de durabilité. Ainsi, le passage à une consommation biologique semble fortement corrélé à des basculements de lien à l'alimentation au cours de transitions importantes dans le cycle de vie comme la mise en couple, la maladie, etc. (Lamine 2008), et qui va souvent de pair avec une *désanimalisation* des régimes alimentaires (Lepiller, Fourat, et Mognard 2016). De manière assez universelle, les femmes sont plus enclines à diminuer la consommation de viande (de Boer, Schösler, et Aiking 2014). Enfin, si historiquement les catégories sociales les plus aisées avaient les moyens financiers de manger davantage de viande, ce sont celles qui, avec les catégories les plus éduquées, diminuent aujourd'hui leurs niveaux de consommations et la part de budget consacrée à la viande est plus basse que la moyenne (Hébel et CREDOC 2007). L'inverse est visible chez les populations précarisées qui valorisent la viande et la quantité et se reportent sur des qualités inférieures selon les critères de durabilité. Une étude française montre que le prix attractif des paniers de légumes vendus dans les réseaux de circuits-courts ne parvient pas à séduire les populations disposant de faibles revenus (Mundler 2013). La raison principale de ces différences est donc également à explorer par des questions identitaires et de culture de consommation. Des tentatives existent par ailleurs dans le secteur de l'aide alimentaire pour permettre aux bénéficiaires d'accéder à une alimentation de meilleure qualité en favorisant les circuits courts pour l'approvisionnement, en produits frais notamment, et en les impliquant dans des modes de consommation alternatifs comme les jardins participatifs (Le Velly et Paturel 2013 ; Myaux et al 2016).

<p>En Belgique, les individus appartenant à la classe des revenus annuels supérieurs à 45.000 € consacre une dépense moyenne annuelle la plus élevée à l'alimentation « Bio ». Pour les ménages aux revenus les plus modestes, les dépenses en Bio sont portées principalement sur le pain, les fruits frais et les produits laitiers (Observatoire de la consommation alimentaire, Ministère de la Région Wallonne, 2009. <i>La consommation Bio.</i>)</p>

Bibliographie

- Andrieu E., Caillavet F., Lhuissier A., Momic M., Régnier F., 2006. « L'alimentation comme dimension spécifique de la pauvreté. Approches croisées de la consommation alimentaire des populations défavorisées », Les Travaux de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2005-2006, La Documentation française, pp.247-277.
- Boer, Joop de, Hanna Schösler, et Harry Aiking. 2014. « "Meatless days" or "less but better"? Exploring strategies to adapt Western meat consumption to health and sustainability challenges ». *Appetite*, Abstracts of the 23rd European Childhood Obesity Group (ECOG) Congress, 76: 120-28.
- Bresson M., 2007. *Sociologie de la précarité*. Paris : Armand Colin, collection Sociologie 128.
- Caillavet, F. (coord) (2005). *L'alimentation comme dimension spécifique de la pauvreté*. Rapport de recherche pour l'ONPES, 2 volumes.
- Caillavet F., Darmon N., Lhuissier A., Régnier F., 2006. « L'alimentation des populations défavorisées en France : synthèse des travaux dans les domaines économique, sociologique et nutritionnel », Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, 2005-2006. Paris, La documentation française, pp. 279-322.

- Caillavet F., Darmon N., 2005. « Contraintes budgétaires et choix alimentaires : pauvreté des ménages et pauvreté de l'alimentation ? » *Inra Sciences sociales*, décembre 2005, n° 3-4 : 1-4. En ligne : <http://www.inra.fr>
- Darmon N, Vieux F., Masset G., Barré T., Gazan R., et Pérignon M., 2017. « Quelle compatibilité entre qualités nutritionnelle et environnementale de l'alimentation en France ? » *Le CERIN*, n° 154 (février). <https://www.cerim.org/produit/compatibilite-entre-qualites-nutritionnelle-environnementale-de-lalimentation-france/>.
- Hébel P. et Credoc, 2007. *Comportements et consommations alimentaires en France*. Paris : Tec & Doc.
- Jones, Andrew D, Lesli Hoey, Jennifer Blesh, Laura Miller, Ashley Green, et Lilly Fink Shapiro. 2016. « A Systematic Review of the Measurement of Sustainable Diets ». *Advances in Nutrition: An International Review Journal* 7 (4): 641-64.
- Lamine C., 2008. *Les Intermittents du bio : pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents*. *Natures sociales*, ISSN 1763-2684. Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Lepiller O., Fourat E., et Mognard E., 2016, « Tendances de consommation des produits animaux en Union européenne ». In *Rôles, impacts et services issus des élevages en Europe*, édité par Dumont et al, 48-65. INRA.
- Le Velly R., Paturel D., 2013. « Des circuits courts pour l'aide alimentaire ? Hybridation de régulations dans un marché expérimental en Languedoc-Roussillon ». *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement - Review of agricultural and environmental studies*, INRA Editions, 2013, 94 (4), pp.443-465.
- Lhuissier A., 2006. « Pauvreté, monoparentalité et alimentation : Une étude de cas dans le nord de la France ». *Cahiers de Nutrition et de Diététique* 41 (2) : 104-10.
- Masullo A., et Dupuy A., 2012. « Représentations et stratégies alimentaires des personnes en situation de précarité ». *Lettre scientifique* 4. <http://alimentation-sante.org/wp-content/uploads/2012/07/LS-FFAS-N4-fevrier-2012.pdf>.
- Mathé, T., 2009. *Comment les consommateurs définissent-ils l'alimentation durable ?* Paris: CREDOC.
- Mundler P., 2013. Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la Région Rhône-Alpes. *Économie rurale*. 336, 3-19
- Myaux D., Serré A., Hubert H.-O. et Vleminckx J., 2016. « Recherche-action participative et accès à l'alimentation durable : Des terrains bruxellois au sol fécond », In *La revue du CREMIS*, Vol. 9 No. 1, Printemps 2016, pp.11-18
- Observatoire de la consommation alimentaire, Ministère de la Région Wallonne, 2009. *La consommation Bio*.
- Page-Reeves J., 2014. *Women Redefining the Experience of Food Insecurity: Life Off the Edge of the Table*. Lanham Boulder New York London: Lexington Books.
- Solidaris, 2013. *Comment percevons-nous l'offre de produits alimentaires ?* Rapport de recherche